

durch den königlichen Erlaß vom 3. Juni 1992 « zur Änderung von Artikel 68, zur Aufhebung von Artikel 93 und zur Änderung von Artikel 94 des königlichen Erlasses vom 25. November 1991 bezüglich der Arbeitslosigkeitsregelung sowie zur Einfügung eines Artikels 178 bis in denselben Erlaß ».

II. Verfahren vor dem Hof

Durch Anordnung vom 5. November 1992 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Mitglieder der Besetzung bestimmt.

Am 12. Oktober 1992 haben die referierenden Richter F. Debaedts und L. François gemäß Artikel 71 Absatz 1 des organisierenden Gesetzes den Vorsitzenden davon in Kenntnis gesetzt, daß sie dazu veranlaßt werden könnten, dem in beschränkter Kammer tagenden Hof vorzuschlagen, ein Urteil zu verkünden, in dem die Unzuständigkeit des Hofes, über die Nichtigkeitsklage zu befinden, festgestellt wird.

Gemäß Artikel 71 Absatz 2 des organisierenden Gesetzes wurden die Schlußfolgerungen der referierenden Richter dem Kläger mit Einschreibebrief vom 13. November 1992 notifiziert.

Der Kläger hat keinen Begründungsschriftsatz eingereicht.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof bestimmt folgendes:

« Der Schiedshof befindet im Urteilswege über Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer in Artikel 26 bis der Verfassung bezeichneten Vorschrift wegen Verletzung

1° der durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften, oder

2° der Artikel 6, 6 bis und 17 der Verfassung. »

Weder dieser Artikel noch irgendeine andere Gesetzesbestimmung erteilt dem Hof die Zuständigkeit, über eine Klage auf Nichtigklärung eines königlichen Erlasses zu entscheiden. Der Hof ist daher nicht zuständig, über die vom Kläger erhobene Klage zu befinden.

Aus diesen Gründen :

Der Hof, beschränkte Kammer,
einstimmig entscheidend,
stellt fest, daß der Hof nicht zuständig ist, über die Klage zu befinden.

Verkündet in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 26. Januar 1993.

Der Kanzler,
L. Potoms.

Der Vorsitzende,
J. Delva.

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 93 — 346

Arrêté royal instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de boulanger-pâtissier dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à Votre signature a pour objet d'instaurer des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de boulanger-pâtissier dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat.

Cet arrêté royal a été adapté en fonction des observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 10 avril 1992.

Il a été tenu compte de la plupart des remarques du Conseil d'Etat. Certaines d'entre elles, toutefois, ne sont pas justifiées ou pourraient être source de confusion.

Il semble donc préférable de ne pas prendre en considération les observations suivantes du Conseil d'Etat :

1. Sur le fond :

1.1. Le Conseil d'Etat affirme qu'il est superflu de mentionner dans l'arrêté de réglementation les rubriques du registre du commerce et du registre de l'artisanat permettant de bénéficier des droits acquis. Le législateur ne conférerait pas au Roi le pouvoir d'exécution sur ce point.

Cette observation est en contradiction avec le prescrit de l'article 18, § 2, de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat. L'article 18, §§ 1^{er} et 2, s'énonce comme suit :

« Art. 18. § 1. Sont dispensées de toute attestation, les personnes qui, au moment de la publication d'un arrêté de réglementation imposant uniquement des connaissances de gestion, étaient immatriculées pour une activité du commerce de gros ou du commerce de détail, conformément aux lois sur le registre du commerce coordonnées par arrêté royal du 20 juillet 1964.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 93 — 346

Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van brood- en banketbakker in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd beoogt de invoering van de uitoefeningsvoorwaarden van brood- en banketbakker in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen.

Dit koninklijk besluit is aangepast volgens de opmerkingen die de Raad van State in zijn advies van 10 april 1992 maakte.

Met de meeste opmerkingen is rekening gehouden, doch sommige zijn niet gerechtvaardigd of zouden verwarring kunnen stichten.

Het lijkt dus verkieslijk om de onderstaande opmerkingen van de Raad van State niet in aanmerking te nemen :

1. Over de rechtsgrond :

1.1. De Raad van State beweert dat het overbodig is om in het regelgevend besluit de rubrieken te vermelden van het handels- en ambachtsregister waardoor men verkregen rechten kan doen gelden. De wetgever zou de uitvoeringsbevoegdheid ter zake niet aan de Koning toevertrouwen.

Deze observatie is in strijd met de bepalingen van artikel 18, § 2, van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen. Dit artikel 18, §§ 1 en 2 luidt als volgt :

« Art. 18. § 1. Van ieder getuigschrift zijn vrijgesteld de personen die op het ogenblik van de bekendmaking van een reglementeringsbesluit waarbij alleen een kennis van het bedrijfsbeheer wordt opgelegd voor een werkzaamheid van de groothandel of de kleinhandel waren ingeschreven overeenkomstig de bij koninklijk besluit van 20 juli 1964 gecoördineerde wetten op het handelsregister.

§ 2. Bénéficient de la même dispense ceux qui, au moment de la publication d'un arrêté imposant des connaissances professionnelles, étaient immatriculés conformément aux lois sur le registre du commerce coordonnées par arrêté royal du 20 juillet 1964 ou à la loi du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat; l'immatriculation doit mentionner une des activités déterminées par cet arrêté. »

Au § 2, dernière ligne, l'expression « cet arrêté » renvoie bien à l'« arrêté imposant des connaissances professionnelles » mentionné à la 2e ligne du même paragraphe et non à l'« arrêté royal du 20 juillet 1964 » figurant 2 lignes plus haut.

Dès lors, le législateur attribue bien au Roi le pouvoir d'exécution en matière de dispense d'attestation et les rubriques des registres du commerce et de l'artisanat doivent bien être citées de manière expresse dans l'arrêté de réglementation. Les autres observations formulées par le Conseil d'Etat aux alinéas 4, 5 et 6 des pages 23 et 24 sont la conséquence de l'erreur du Conseil d'Etat mentionnée ci-dessus.

D'ailleurs, dans son avis ultérieur du 30 avril écoulé concernant le projet d'arrêté royal réglementant l'activité d'esthéticien(ne), le Conseil d'Etat ne fait aucun commentaire fondamental sur l'article portant dispense d'attestation. On peut en déduire que cette instance a réalisé l'erreur commise lors de l'examen du projet d'arrêté royal concernant la profession de boulanger-pâtissier.

La suggestion d'ajouter à l'article 6 du projet les rubriques « fabrication de pain d'épices » et « fabrication de biscuits » est toutefois justifiée car elle permet d'élargir les droits acquis.

1.2. Le Conseil d'Etat propose de supprimer toute référence aux connaissances de gestion (cfr. article 5, §§ 1er et 3 du projet d'arrêté royal). Sur le plan strictement juridique, il est vrai que ces deux paragraphes ne sont que la répétition de l'article 6 de la loi du 15 décembre 1970 et des articles 32, 34, 35 et 36 de l'arrêté royal d'exécution du 25 février 1971.

Cette redondance concernant les connaissances de gestion figure toutefois dans les 42 arrêtés de réglementation en vigueur à ce jour ainsi que dans l'arrêté royal concernant le secteur de la distribution.

Elle a été faite en toute connaissance de cause dans le but d'informer au mieux l'administré de l'ensemble des conditions qui lui sont imposées, tant sur le plan de la gestion que sur le plan professionnel. Rares sont, en effet, les indépendants qui, lors de la publication d'un nouvel arrêté royal de réglementation, relisent la loi-cadre et son arrêté d'exécution.

Ce souci de clarté et de transparence à l'égard du citoyen me paraît très important dans le contexte actuel de la Fonction publique administrative et je propose à Votre Majesté de maintenir dans l'arrêté royal toutes les références aux connaissances de gestion, comme par le passé.

En outre, supprimer ces références dans le 43e arrêté de réglementation pourrait laisser croire à l'administré et aux Chambres des Métiers et Négoce que les connaissances de gestion ne sont pas exigées pour l'activité de boulanger-pâtissier. Cette situation serait source de confusion.

2. Sur la forme :

2.1. A l'article 2, § 1er, le Conseil d'Etat propose de supprimer « pour le compte de tiers » en considérant que le caractère professionnel de l'exercice de l'activité inclut cette notion et qu'elle ne figurerait pas dans la requête initiale.

Il ne s'agit pas d'une répétition puisque l'activité peut être exercée de manière professionnelle sans l'être nécessairement pour le compte de tiers.

La plupart des arrêtés de réglementation font état de cette précision dans le même souci de clarté et de transparence à l'égard de l'administré. Je suggère donc à Votre Majesté de maintenir l'expression « pour le compte de tiers » qui rend le texte plus explicite.

2.2. A l'article 4, 2^o, sub D, 2e alinéa, le Conseil d'Etat propose de remplacer les termes « broodvervoerder » et « brooddrager » par les termes « chauffeur-besteller » et « chauffeur-verkoper ». Etant donné que ces termes sont consacrés dans les conventions collectives de travail et autres décisions des sous-commissions paritaires intéressées, il paraît préférable de les maintenir tels quels.

2.3. A l'article 5, § 2, alinéa 3, le Conseil d'Etat demande de préciser davantage le texte à propos de la durée de l'apprentissage pratique.

Le texte de l'article 5, § 2, alinéas 2 et 3 est identique à celui qui figure dans tous les arrêtés de réglementation précédents. Il n'a jamais posé de problème dans son application. Tel quel, il permet de prendre en considération un apprentissage pratique accompli en partie à l'école et en partie chez un patron.

§ 2. Zijn eveneens vrijgesteld zij die op het ogenblik van de bekendmaking van een besluit waarbij een beroepskennis wordt opgelegd, waren ingeschreven overeenkomstig de bij koninklijk besluit van 20 juli 1964 gecoördineerde wetten op het handelsregister of volgens de wet van 18 maart 1965 op het ambachtsregister; de inschrijving moet melding maken van een van de door dit besluit vastgestelde werkzaamheden. »

In § 2, laatste regel, wordt met « dit besluit » duidelijk bedoeld het « besluit waarbij beroepskennis wordt vereist » zoals vermeld in de 2e regel van hetzelfde lid en niet « het koninklijk besluit van 20 juli 1964 » waarvan twee regels daarboven sprake is.

Derhalve verleent de wetgever aan de Koning wel degelijk de uitvoeringsbevoegdheid inzake de vrijstelling van getuigschrift en moeten de rubrieken van het handels- en ambachtsregister uitdrukkelijk worden vermeld in het regelgevend besluit. De andere opmerkingen van de Raad van State, vermeld in de leden 4, 5 en 6 van de pagina's 23 en 24 vloeien voort uit de reeds eerder vermelde vergissing van de Raad.

Overigens geeft de Raad van State in zijn later advies, van 30 april laatstleden, betreffende het ontwerp van koninklijk besluit tot reglementering van het beroep van schoonheidsspecialist(e), geen enkel fundamenteel commentaar op het artikel dat handelt over de vrijstelling van getuigschrift. Daaruit kan men afleiden dat de vergissing gemaakt werd bij het bestuderen van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende het beroep van brood- en banketbakker.

Het voorstel om aan artikel 6 de rubrieken « vervaardiging » van perperkoek en « vervaardiging van koekjes » toe te voegen is evenwel verantwoord daar dit mogelijk maakt de verkregen rechten uit te breiden.

1.2. De Raad van State stelt voor om elke verwijzing naar de kennis van bedrijfsbeheer te schrappen (cf. art. 5, §§ 1 en 3 van het ontwerp van koninklijk besluit). Strikt juridisch gezien zijn deze twee paragrafen toch maar een herhaling van artikel 6 van de wet van 15 december 1970 en van de artikelen 32, 34, 35 en 36 van het koninklijk uitvoeringsbesluit van 25 februari 1971.

Deze nodeloze herhaling betreffende de kennis van het bedrijfsbeheer komt evenwel voor in de 42 reglementeringsbesluiten die thans van kracht zijn alsook in het koninklijk besluit betreffende de distributiesector.

Men is er doelbewust van uitgegaan dat de burger zo uitvoerig mogelijk op de hoogte moet worden gebracht van alle voorwaarden die hem worden opgelegd, zowel op het vlak van het beheer als op dat van het beroep. Er zijn immers heel weinig zelfstandigen die, bij het verschijnen van een nieuw reglementeringsbesluit, de kaderwet en het desbetreffende uitvoeringsbesluit herlezen.

Dit streven naar duidelijkheid en doorzichtigheid voor de burger lijkt mij zeer belangrijk tegen de huidige achtergrond van het Openbaar Ambt en ik stel Uwe Majesteit voor, alle verwijzingen naar de kennis van bedrijfsbeheer net als voorheen in het koninklijk besluit te behouden.

Bovendien zou het schrappen van die verwijzingen in het 43e reglementeringsbesluit de burger en de Kamers van Ambachten en Neringen kunnen doen geloven dat kennis van bedrijfsbeheer niet vereist is voor het uitoefenen van het beroep van brood- en banketbakker. Deze toestand zou dus tot verwarring leiden.

2. Wat de vorm betreft :

2.1. De Raad van State stelt voor om in artikel 2, § 1, de woorden « voor rekening van derden » te schrappen daar het professionele karakter van deze werkzaamheid dit reeds inhoudt en deze zinsrede ook niet voortkwam in het oorspronkelijk verzoekschrift.

Het gaat hier niet om een herhaling aangezien de werkzaamheid professioneel kan worden uitgeoefend zonder dat dit daarom voor rekening van derden geschiedt.

De meeste regelgevende besluiten vermelden deze precisering in eenzelfde streven naar duidelijkheid voor de burger. Ik stel Uwe Majesteit dus voor de woorden « voor rekening van derden » te behouden, waardoor de tekst nog duidelijker wordt.

2.2. De Raad van State stelt voor om in artikel 4, 2^o, sub D, 2e lid, de termen « broodvervoerder » en « brooddrager » te vervangen door de termen « chauffeur-besteller » en « chauffeur-verkoper ». Gelet op het feit dat deze termen gebruikelijk zijn in de collectieve arbeidsovereenkomsten en in andere beslissingen van betrokken paritaire subcomités, lijkt het verkieslijk deze als dusdanig te behouden.

2.3. De Raad van State vraagt om in artikel 5, § 2, 3e lid de tekst in verband met de duur van de praktische leertijd nog duidelijker op te stellen.

De tekst van artikel 5, § 2, 2e en 3e lid is volkomen identiek met die welke voorkomt in alle vorige regelgevende besluiten. De toepassing ervan heeft nooit problemen opgeleverd. In de vorm waarin hij is opgesteld biedt hij de mogelijkheid om een praktische leertijd die gedeeltelijk op school en gedeeltelijk bij een werkgever wordt doorlopen in aanmerking te nemen.

En précisant davantage l'alinéa 3, cette possibilité d'apprentissage pratique « combiné » risque de disparaître dans l'application.

2.4. Le Conseil d'Etat propose de modifier, dans sa forme, l'article 5, § 4, alinéa 5.

Le texte de l'arrêté royal reprend exactement les termes de l'article 18, § 2, de la loi d'accès dont il est l'application. Il est préférable de garder cette cohérence par rapport à la loi-cadre.

2.5. Le même commentaire sera fait à l'égard de la remarque formulée par le Conseil d'Etat sur l'article 6, 1^o. Dans le même souci de cohérence par rapport à la loi-cadre, je suggère à Votre Majesté de maintenir le texte prévu initialement dans l'arrêté royal.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, le 24 février 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de boulanger-pâtisseries dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat », a donné le 17 mars 1992 l'avis suivant :

Le projet d'arrêté royal soumis à l'avis du Conseil d'Etat tend à fixer les conditions d'exercice de l'activité professionnelle de boulanger-pâtisseries dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat.

Il tient son fondement légal de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat. Il constitue l'aboutissement d'une requête de la Confédération de la Boulangerie-Pâtisserie-Confiserie-Glacierie de Belgique, a.s.b.l., fédération professionnelle intéressée.

Examen du texte

Préambule

Il convient de supprimer l'alinéa 2, qui fait référence à l'arrêté royal du 25 février 1971, ledit arrêté ne procurant pas de fondement légal au projet.

Dispositif

Article 1^{er}

Il y a lieu de remplacer, dans le texte néerlandais, le mot « bijberoep » par le mot « nevenberoep », ce terme étant celui qu'utilise la loi (cf. l'article 6, b), de la loi du 15 décembre 1970 précitée).

Article 2

§ 1^{er}. Il conviendrait de rédiger la phrase introductive du § 1^{er} de la manière suivante : « Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par ... ».

Dans le texte français, il est question d'« une au moins des activités suivantes » et, dans le texte néerlandais, de « één of meer van de volgende werkzaamheden ». Il serait souhaitable d'harmoniser plus étroitement ces deux versions.

Il serait préférable de supprimer les mots « pour le compte de tiers », dès lors qu'ils semblent avoir pour seul objet de réitérer la condition selon laquelle les activités en question doivent être exercées à titre professionnel. Ces mots ne figuraient pas, du reste, dans la requête initiale, ni dans les propositions de texte du Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, tandis que l'avis du Conseil supérieur des Classes moyennes n'y consacrait aucun commentaire.

§ 2. Il conviendrait de rédiger dans le texte français la phrase introductive du § 2 comme suit : « Ne sont pas soumis à l'application du présent arrêté : ». La même observation vaut pour le texte français de l'article 3, alinéa 1^{er}.

Door lid 3 nog verder te verduidelijken, dreigt die mogelijkheid van een « gecombineerde » praktische leertijd verloren te gaan.

2.4. De Raad van State stelt voor om artikel 5, § 4, 5e lid naar de vorm, te wijzigen.

De tekst van het koninklijk besluit neemt exact dezelfde termen over van artikel 18, § 2, van de vestigingswet waarvan hij de toepassing is. Het is verkieslijk deze samenhang met de kaderwet te behouden.

2.5. Hetzelfde commentaar geldt voor de opmerking die de Raad formuleerde aangaande artikel 6, 1^o. In eenzelfde streven naar samenhang met de kaderwet, stel ik Uwe Majesteit voor, de oorspronkelijke tekst te behouden.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,
A. BOURGEOIS

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 24 februari 1992 door de Staatssecretaris voor Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van brood- en banketbakker in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen », heeft op 17 maart 1992 het volgend advies gegeven :

Het aan de Raad van State voor advies voorgelegd ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe de voorwaarden te bepalen voor de uitoefening van de beroepswerkzaamheid van brood- en banketbakker in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen.

Het vindt zijn rechtsgrond in de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen. Het geeft gevolg aan een verzoekschrift van de Confederatie van de Belgische Broodbakkerij-Banketbakkerij-Suikerbakkerij-IJsbereiding, v.z.w., belanghebbend beroepsverbond.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

Het tweede lid, dat verwijst naar het koninklijk besluit van 25 februari 1971, dient te worden geschrapt, vermits het bedoelde besluit geen rechtsgrond biedt voor het ontwerp.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Men vervange in de Nederlandse tekst het woord « bijberoep » door het woord « nevenberoep », welke de term is die in de wet wordt gebruikt (cf. artikel 6, b), van de voornoemde wet van 15 december 1970).

Artikel 2

§ 1. Men redigere de inleidende zin van § 1 op de volgende wijze : « Voor de toepassing van dit besluit wordt ... ».

In de Franse tekst is sprake van « une au moins des activités suivantes » en in de Nederlandse tekst van « één of meer van de volgende werkzaamheden ». Het ware wenselijk die twee versies nauwer op elkaar af te stemmen.

De woorden « voor rekening van derden » worden beter geschrapt, vermits ze alleen bedoeld blijken te zijn als de herhaling van de voorwaarde dat de beschouwde werkzaamheden beroepshalve moeten worden uitgeoefend. Die woorden kwamen overigens niet voor in het oorspronkelijk verzoekschrift, noch in de tekstvoorstellen van de Staatssecretaris voor Middenstand, terwijl in het advies van de Hoge Raad voor de Middenstand daarover niets gesteld werd.

§ 2. Men stelle in de Franse tekst de inleidende zin van § 2 als volgt : « Ne sont pas soumis à l'application du présent arrêté : ». Dezelfde opmerking geldt ook voor de Franse tekst van artikel 3, eerste lid.

Article 4

Dans le texte néerlandais, il y aurait lieu de remplacer, dans la phrase introductive de l'article, les mots « mits op ... » par les mots « mits onder ... ».

Il faut noter qu'il n'a pas été apporté suffisamment de soin au texte néerlandais, d'une part, et à la concordance entre les textes français et néerlandais, d'autre part. Les remarques formulées ci-après à cet égard ne se veulent aucunement exhaustives.

Sous A. Dans le texte français, on écrira : « ... et les comparaisons portant (et non : portent) sur : ... ».

« Le prix à l'emploi » est rendu en néerlandais par « verwerkingsprijs », « le prix à l'achat » par « kostprijs » et « le prix de revient » également par « kostprijs ». Il y a lieu d'apporter les corrections qui s'imposent.

Sous B. Dans le texte néerlandais, il convient de remplacer les mots « van het bedrijf » par « van de onderneming ». Afin de faire le lien, comme dans le texte français, avec l'énumération de la première phrase, on écrira, dans la dernière phrase du texte néerlandais : « in die bedrijfsruimten ».

Sous C. Dans l'intitulé, il y aurait lieu de remplacer « technologie » par « techniques ».

Afin d'assurer la concordance avec le texte français, il conviendrait d'écrire, dans le texte néerlandais : « Kennis van de verscheidene wijzen om ... ».

A la fin du premier alinéa, on écrira : « ... développement par moyens physiques et développement par moyens chimiques ».

Il y a lieu d'éliminer la discordance entre les textes français et néerlandais, dans la mesure où, dans l'un, il est écrit « d'améliorer la qualité d'une productivité et d'une rentabilité souhaitée; » et, dans l'autre, « voor kwaliteitsverbetering; om een gewenste productiviteit en rendabiliteit te bereiken; ».

Sous D. L'intitulé néerlandais serait mieux formulé comme suit : « Specifieke beroepswetgeving »; c'est du reste ainsi qu'il s'énonce dans la requête initiale.

« Chauffeur-livreur » et « chauffeur-vendeur » seraient mieux rendus en néerlandais par « chauffeur-besteller » et « chauffeur-verkoper ».

Sous E. L'expression « la boulangerie-pâtisserie » serait mieux rendus en néerlandais par « de brood- en banketbakkerij ».

Si les « maladies professionnelles » s'entendent exclusivement des maladies professionnelles considérées comme telles en application des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, il serait préférable d'omettre les précisions figurant entre parenthèses après l'expression « maladies professionnelles ».

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le point-virgule par deux-points après les mots « Bijzondere veiligheidsmaatregelen voor de brood- en banketbakkerij ».

Article 5

§§ 1^{er} et 3. Il serait préférable de supprimer ces paragraphes. Ils n'ajoutent rien aux règles énoncées à l'article 6, a), b) et c), de la loi du 15 décembre 1970 précitée. En outre, ils donnent à penser, à tort, que les règles qu'ils énoncent sont instaurées par l'arrêté en projet, et qu'elles pourraient dès lors, à l'avenir, être également modifiées par arrêté royal.

§ 2. Eu égard à l'observation formulée plus haut à propos des §§ 1^{er} et 3, il convient de remplacer, dans la phrase introductive du § 2, alinéa 1^{er}, les mots « Sans préjudice des mêmes dispositions » par « Sans préjudice des dispositions de l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1970 précitée ».

Le § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, porte notamment « un certificat d'apprentissage ... est visé par le Ministre ayant la formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions ».

Il importe d'observer que la formation permanente dans les Classes moyennes s'inscrit dans « la reconversion et le recyclage professionnels », matière qui est dévolue aux Communautés, au titre de matière culturelle, par l'article 4, 16^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Les Communautés ont fait usage de cette compétence pour mettre au point des réglementations propres (cf. le décret de la Communauté flamande du 23 janvier 1991 concernant la formation et l'accompagnement des indépendants et des petites et moyennes entreprises; le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises; le décret de la Communauté germanophone du 16 décembre 1991 relatif à la formation et la formation continue dans les Classes moyennes et les P.M.E.).

L'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les Classes moyennes — dont s'inspire l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o — a donc été abrogé par les différentes Communautés, chacune en ce qui la concerne.

Artikel 4

In de Nederlandse tekst vervange men in de inleidende zin van het artikel de woorden « mits op ... » door de woorden « mits onder... ».

Er moet worden opgemerkt dat aan de Nederlandse tekst, enerzijds, en aan de concordantie tussen de Nederlandse tekst en de Franse tekst, anderzijds, onvoldoende zorg is besteed. De opmerkingen welke in dit verband hierna worden geformuleerd, zijn geenszins als exhaustief te beschouwen.

Sub A. In de Franse tekst schrijve men : « ... et les comparaisons portant (niet : portent) sur : ... ».

« Le prix à l'emploi » wordt in het Nederlands weergegeven door « verwerkingsprijs », « le prix à l'achat » door « kostprijs » en « le prix de revient » eveneens door « kostprijs ». De passende verbeteringen dienen te worden aangebracht.

Sub B. In de Nederlandse tekst vervange men de woorden « van het bedrijf » door « van de onderneming ». Ten einde, zoals in de Franse tekst, een band te leggen met de opsomming opgenomen in de eerste volzin, schrijve men in de laatste volzin van de Nederlandse tekst : « in die bedrijfsruimten ».

Sub C. In het opschrift vervange men « technologie » door « technieken ».

Ter wille van de overeenstemming met de Franse tekst, schrijve men in de Nederlandse tekst : « Kennis van de verscheidene wijzen om ... ».

In fine schrijve men : « ... het rijzerf door fysische middelen en het rijzen door scheikundige middelen ».

De discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst moet worden weggewerkt, waar in de ene tekst te lezen staat « voor kwaliteitsverbetering; om een gewenste productiviteit en rendabiliteit te bereiken; » en in de andere tekst « d'améliorer la qualité d'une productivité et d'une rentabilité souhaitée; ».

Sub D. Het Nederlandse opschrift zou beter luiden « specifieke beroepswetgeving » : zo luidt het overings in het oorspronkelijk verzoekschrift.

« Chauffeur-livreur » en « chauffeur-vendeur » zouden in het Nederlands beter worden weergegeven door « chauffeur-besteller » en « chauffeur-verkoper ».

Sub E. De term « la boulangerie-pâtisserie » geve men in het Nederlands beter weer door « de brood- en banketbakkerij ».

Indien onder « beroepsziekten » uitsluitend de beroepsziekten moeten worden verstaan welke als dusdanig worden beschouwd met toepassing van de op 3 juni 1970 gecoördineerde wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, worden de na het woord « beroepsziekten » tussen haakjes opgenomen verduidelijkingen beter achterwege gelaten.

In de Nederlandse tekst moet, na de woorden « Bijzondere veiligheidsmaatregelen voor de brood- en banketbakkerij », de komma-punt worden vervangen door een dubbele punt.

Artikel 5

§§ 1 en 3. Deze paragrafen kunnen beter worden geschrapt. Zij voegen niets toe aan de regeling vervat in artikel 6, a), b) en c), van de voornoemde wet van 15 december 1970. Bovendien wekken zij de verkeerde indruk dat de erin vervatte regeling door het ontworpen besluit wordt ingevoerd, en derhalve in de toekomst ook bij koninklijk besluit zou kunnen worden gewijzigd.

§ 2. Gelet op de hiervoren met betrekking tot de §§ 1 en 3 geformuleerde opmerking, dienen in de inleidende zin van § 2, eerste lid, de woorden « Onverminderd dezelfde bepalingen » te worden vervangen door « Onverminderd de bepalingen van artikel 8, § 1, van de voornoemde wet van 15 december 1970, ».

In § 2, eerste lid, 2^o, komt onder meer « voor een getuigschrift van scholing ... en dat gevisieerd is door de Minister tot wiens bevoegdheid de voortdurende vorming van de Middenstand behoort ».

Op te merken valt dat de voortdurende vorming in de Middenstand begrepen is in « de beroepsomscholing en -bijscholing », welke aangelegenheid door artikel 4, 16^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen als een culturele aangelegenheid aan de Gemeenschappen is toegewezen. Deze laatste hebben van die bevoegdheid gebruik gemaakt om eigen regelingen tot stand te brengen (cf. het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 23 januari 1991 betreffende de vorming en de begeleiding van de zelfstandigen en de kleine en middelgrote ondernemingen; het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen; het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 16 december 1991 betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand en de K.M.O.'s).

Het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de Middenstand — waardoor artikel 5, § 2, eerste lid, 2^o, werd geïnspireerd — is door de verschillende Gemeenschappen, ieder wat haar betreft, dus opgeheven.

Il convient dès lors de remplacer le texte cité plus haut comme suit :

« un certificat d'apprentissage ... et délivré conformément à la législation relative à la formation permanente dans les Classes moyennes ».

Au § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, on écrira, dans le texte néerlandais : « ... met goed gevolg werd afgelegd ... ».

Le § 2, alinéa 1^{er}, 4^o, devrait être complété par les mots « ou de Communauté ». Il y a lieu, dans le texte français, de remplacer le terme « repris » par « mentionnés » et d'insérer en outre dans le texte néerlandais le terme « akten » après le mot « vermeld ».

Au § 2, alinéa 2, on écrira, dans le texte néerlandais, « praktische leertijd » (au lieu de « praktijkgerichte scholing »). La même observation vaut pour les alinéas 3, 4 et 6 du § 2.

Il n'apparaît pas clairement si la condition de l'alinéa 2 relative à la durée de l'apprentissage pratique s'applique également à l'apprentissage visé à l'alinéa 3, accompli chez un employeur ou dans une entreprise ou un service. Il y aurait lieu de préciser le projet sur ce point.

Au § 2, alinéa 3, il y a lieu d'écrire, selon le fonctionnaire délégué : « ou dans un service public ».

Il conviendrait de rédiger le § 2, alinéa 4, comme suit :

« La preuve de l'accomplissement de l'apprentissage pratique ... (la suite comme dans le projet) ... ou par le chef d'entreprise ou du service public où l'apprentissage pratique a été accompli ».

Le § 2, alinéa 5, gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

« A défaut d'un certificat attestant l'accomplissement de l'apprentissage pratique, la preuve pourra en être administrée par tous autres modes légaux de preuve ».

§ 4. Dans le texte néerlandais, il y aurait lieu d'écrire, dans la phrase introductive de l'alinéa 1^{er}, « beroepskennis » (au lieu de « kennis van bedrijfsbeheer »).

Il convient de numéroter par 1^o, 2^o et 3^o (au lieu de a), b) et c)) les subdivisions de l'alinéa 1^{er}.

Le texte sous a) serait mieux rédigé comme suit :

« a) (lire : 1^o) soit pratique l'activité professionnelle visée à l'article 2, § 1^{er}, du présent arrêté, en qualité de chef d'entreprise ... (la suite comme dans le projet) ... où s'exerçait cette activité; ».

Il conviendrait de rédiger le § 4, alinéa 5, de la manière suivante :

« Lorsqu'ils ont été immatriculés au registre de commerce, conformément aux lois relatives au registre de commerce, coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1964, ou au registre de l'artisanat, conformément à la loi du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat, ... ».

A l'alinéa 8, on écrira dans le texte français « par tout autre mode de preuve » (au lieu de « par tout autre moyen »).

Il y aurait lieu de modifier l'alinéa 9 comme suit : « ... d'intérêt public ayant constaté, dans l'exercice de sa mission propre, le fait attesté antérieurement à la demande, ... ».

Article 6

Cette disposition vise à instaurer la dispense de toute attestation :

1^o au profit des personnes immatriculées au registre de commerce sous les rubriques « boulangerie » ou « pâtisserie », lesquelles figurent dans la réglementation déterminant les activités commerciales à mentionner au registre de commerce;

2^o au profit des personnes inscrites au registre de l'artisanat sous la rubrique « boulangerie à façon », qui figure dans la réglementation déterminant les activités artisanales à mentionner au registre de l'artisanat.

D'un point de vue strictement juridique, pareilles dispenses sont superflues, dès lors qu'elles sont régies par l'article 18, § 2, de la loi du 15 décembre 1970 et que le législateur ne confère pas au Roi de pouvoir d'exécution sur ce point.

En outre, la réglementation en projet ne fait état que des rubriques susévoquées, alors que la requête publiée mentionnait les activités commerciales de « boulangerie », « pâtisserie », « fabrication de pain d'épices » et « fabrication de biscuits » (voir l'article 5).

La dispense que le projet accorde aux personnes inscrites au registre de commerce a un champ d'application plus étroit que celle formulée dans la requête publiée au *Moniteur belge* en exécution de l'article 3, § 3, de la loi du 15 décembre 1970 précitée.

Men vervange de hiervoren aangehaalde tekst dan ook als volgt :

« een getuigschrift van scholing ... en dat afgegeven is volgens het bepaalde in de regelen betreffende de voortdurende vorming in de Middenstand ».

In § 2, eerste lid, 3^o, schrijf men in de Nederlandse tekst : « ... met goed gevolg werd afgelegd ... ».

Het bepaalde in § 2, eerste lid, 4^o, moet worden aangevuld met de woorden « of van een Gemeenschap ». Tevens voege men in de Nederlandse tekst « akten » in na het woord « vermeld » en vervange men in de Franse tekst, de term « repris » door « mentionnés ».

In § 2, tweede lid, schrijf men in de Nederlandse tekst « praktische leertijd » (in plaats van « praktijkgerichte scholing »). Dezelfde opmerking geldt voor het derde, het vierde en het zesde lid van § 2.

Het is niet duidelijk of de in het tweede lid opgenomen voorwaarde met betrekking tot de duur van de praktische leertijd ook geldt voor de in het derde lid bedoelde leertijd die werd doorlopen bij een werkgever of in een onderneming of dienst. Het ontwerp moet op dit punt worden verduidelijkt.

In § 2, derde lid, dient men volgens de gemachtigde ambtenaar te schrijven : « of in een openbare dienst ».

De Nederlandse tekst van § 2, vierde lid, stelle men beter als volgt :

« Het bewijs van het doorlopen van een praktische leertijd wordt geleverd door een getuigschrift ... (verder zoals in het ontwerp) ... of door een hoofd van de onderneming of de openbare dienst, waar de praktische leertijd werd doorlopen ».

§ 2, vijfde lid, stelle men beter als volgt :

« Bij ontstentenis van een getuigschrift van de doorlopen praktische leertijd, kan deze met alle andere wettelijke bewijsmiddelen worden aangetoond ».

§ 4. In de Nederlandse tekst, schrijf men, in de inleidende zin van het eerste lid, « beroepskennis » (in plaats van « kennis van bedrijfsbeheer »).

De onderverdelingen van het eerste lid nummere men 1^o, 2^o en 3^o (in plaats van a), b) en c)).

De tekst sub a) schrijf men beter als volgt :

a) (lees : 1^o) hetzij als ondernemingshoofd de beroepswerkzaamheid bedoeld in artikel 2, § 1, van dit besluit te hebben uitgeoefend ... (verder zoals in het ontwerp) ... waar deze werkzaamheid wordt uitgeoefend; ».

§ 4, vijfde lid, redigere men als volgt :

« Wanneer zij, overeenkomstig de bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 gecoördineerde wetten betreffende het handelsregister, in het handelsregister of, overeenkomstig de wet van 18 maart 1965 op het ambachtsregister, in het ambachtsregister zijn ingeschreven, ... ».

In het achtste lid schrijf men in de Franse tekst « par tout autre mode de preuve » (in plaats van « par tout autre moyen »).

In het negende lid schrijf men in de Nederlandse tekst « haar (niet : zijn) eigen taak ».

Artikel 6

Met deze bepaling wordt bedoeld vrijstelling van ieder getuigschrift in te voeren :

1^o ten voordele van ingeschrevenen in het handelsregister onder de rubrieken « bakkerij » of « banketbakkerij », welke rubrieken vermeld zijn in de reglementering tot vaststelling van de in het handelsregister te vermelden handelsbedrijvigheden;

2^o ten voordele van ingeschrevenen in het ambachtsregister onder de rubriek « loonbakkerij », die vermeld is in de reglementering tot vaststelling van de in het ambachtsregister te vermelden ambachtsbedrijvigheden.

Strikt juridisch zijn dergelijke vrijstellingen overbodig, omdat ze worden geregeld door artikel 18, § 2, van de wet van 15 december 1970 en aan de Koning op dat stuk geen uitvoeringsbevoegdheid wordt verleend door de wetgever.

De ontworpen regeling maakt bovendien alleen gewag van de hiervoren bedoelde rubrieken, terwijl het gepubliceerd verzoekschrift als handelsbedrijvigheden vermeldde « bakkerij », « banketbakkerij », « fabricage van peperkoek » en « fabricage van biscuits » (zie artikel 5).

De vrijstelling opgenomen in het ontwerp ten voordele van de ingeschrevenen in het handelsregister, heeft een enger toepassingsgebied dan deze geformuleerd in het verzoekschrift dat in het *Belgisch Staatsblad* werd gepubliceerd ter uitvoering van artikel 3, § 3, van de voormelde wet van 15 december 1970.

Cette publication a pour objet de permettre à toute personne intéressée de communiquer au Ministre, par écrit, ses observations dans les trente jours. Il est toutefois évident que les personnes intéressées par une dispense pour les activités commerciales qui ne sont plus mentionnées au projet n'avaient à l'époque aucun motif de faire des observations.

Il faut en outre relever que, dans la mesure où « la fabrication de pain d'épices » et la « fabrication de biscuits » peuvent être tenues pour des activités au sens de l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté en projet, le fait de ne pas dispenser de l'attestation les personnes qui, au moment de la publication de la réglementation en projet, étaient inscrites au registre de commerce pour ces activités, constituerait une violation de l'article 18, § 2, de la loi du 15 décembre 1970.

Il convient en outre de compléter le 1^o de la manière suivante : « ... qui, lors de la publication du présent arrêté, étaient immatriculées au registre de commerce conformément aux ... ».

Observation finale

La formule de proposition, l'exécutoire et le contresing du projet devront être adaptés à la composition actuelle du Gouvernement.

La chambre était composée de :

M. J. Nimmegeers, président de chambre;
MM. W. Deroover, D. Verbiest, conseillers d'Etat;
MM. F. De Kempeneer, J. Gijssels, assessesurs de la section de législation;
Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Nimmegeers.

Le rapport a été présenté par M. D. Albrecht, auditeur.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. W. Van Vaerenbergh, référendaire adjoint.

Le greffier,
F. Lievens.

Le président,
J. Nimmegeers.

14 JANVIER 1993. — Arrêté royal instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de boulanger-pâtissier dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifiée par les lois des 22 février 1977, 4 août 1978 et 25 février 1987;

Vu l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifié par l'arrêté royal du 28 juin 1978 et du 12 juin 1989;

Vu la requête introduite par la Confédération de la Boulangerie - Pâtisserie - Confiserie - Glaceries de Belgique, publiée au *Moniteur belge* du 19 janvier 1990;

Vu l'avis motivé et partiellement favorable du Conseil supérieur des Classes moyennes, rendu le 28 juin 1990, après avoir entendu le bureau interfédéral dont relève la fédération requérante;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'activité professionnelle de boulanger-pâtissier ne peut être exercée à titre principal ou accessoire dans une petite ou moyenne entreprise du commerce ou de l'artisanat que pour autant qu'il soit satisfait aux conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par « boulanger-pâtissier » toute personne physique ou morale qui exerce, d'une manière habituelle et indépendante, et pour le compte de tiers, une ou moins des activités suivantes :

1^o la fabrication de produits de la boulangerie ou autres produits tels que définis par la législation en matière de denrées alimentaires relative aux pains et aux autres produits de la boulangerie;

Deze bekendmaking heeft ten doel ieder belanghebbend persoon de mogelijk te bieden om binnen dertig dagen aan de Minister schriftelijk kennis te geven van zijn opmerkingen. Het is evenwel duidelijk dat de belanghebbenden bij de vrijstelling voor de in het ontwerp niet meer vermelde handelsbedrijvigheden destijds geen reden hadden om opmerkingen te maken.

Er moet bovendien worden opgemerkt dat in de mate dat « fabricage van peperkoek » en « fabricage van biscuits » kunnen worden geacht werkzaamheden te zijn in de zin van artikel 2, § 1, van het ontwerp besluit, het niet-vrijstellen van het getuigenschrift van de personen welke op het ogenblik van de bekendmaking van de ontwerp reglementering voor die bedrijvigheden in het handelsregister waren ingeschreven, zou neerkomen op een schending van artikel 18, § 2, van de wet van 15 december 1970.

Het 1^o vulle men ook nog aan als volgt : « ... die bij de bekendmaking van dit besluit in het handelsregister waren ingeschreven overeenkomstig ... ».

Slotopmerking

Het voordrachtformulier, de uitvoeringsbepaling en de mede-ondertekening van het ontwerp zullen moeten worden aangepast aan de huidige samenstelling van de Regering.

De kamer was samengesteld uit :

De heer J. Nimmegeers, kamervoorzitter;
De heren W. Deroover, D. Verbiest, staatsraden;
De heren F. De Kempeneer, J. Gijssels, assessoren van de afdeling wetgeving;
Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Nimmegeers.

Het verslag werd uitgebracht door de heer D. Albrecht, auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer W. Van Vaerenbergh, adjunct-referendaris.

De griffier,
F. Lievens.

De voorzitter,
J. Nimmegeers.

14 JANUARI 1993. — Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van brood- en banketbakker in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, gewijzigd bij de wetten van 22 februari 1977, 4 augustus 1978 en 25 februari 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 juni 1978 en 12 juni 1989;

Gelet op het verzoekschrift ingediend door de Confederatie van de Belgische Broodbakkerij - Banketbakkerij - Suikerbakkerij - Ijsbe-reiding, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 januari 1990;

Gelet op het ten dele gunstig en met redenen omkleed advies, uitgebracht door de Hoge Raad voor de Middenstand op 28 juni 1990, na het interfederaal bureau waartoe de verzoekende federatie behoort te hebben gehoord;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De beroepswerkzaamheid van brood- en banketbakker mag, als hoofd- of nevenberoep, slechts uitgeoefend worden in een kleine of middelgrote handels- of ambachtsonderneming mits aan de bij dit besluit vastgestelde eisen is voldaan.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « brood- en banketbakker » : iedere natuurlijke of rechtspersoon die gewoonlijk en zelfstandig voor rekening van derden ten minste één van de volgende werkzaamheden uitoefent :

1^o het bereiden van bakkerijproducten of andere producten zoals die door de wetgeving inzake levensmiddelen betreffende brood en andere bakkerijproducten worden bepaald;